



Compte-rendu du CTL du 28/03/2022

Ordre du jour

- 1) Rapport d'activité DDFIP 2021
- 2) Plan d'Action Secteur Public Local
- 3) Campagne Impôt sur le Revenu
- 4) Questions diverses

Déclaration liminaire et réponses du directeur

Nous avons dénoncé dans notre déclaration liminaire la maltraitance institutionnelle induite par la numérisation à marche forcée de notre société, en nous inspirant d'un article de Serge Halimi paru dans le monde diplomatique du 3 mars 2022. Ce point de vue est partagé par M BRABANT, qui s'inquiète également de la compréhension par les usagers de notre vocabulaire administratif.



Les autres points abordés dans notre déclaration liminaire sont intégrés dans les paragraphes suivants,

Sur le rapport d'activité de la DDFIP 50 en 2021

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES remarque que le rapport départemental d'activité 2021, remis au goût du jour depuis sa disparition en 2017, est un exercice de communication, certes utile pour la préparation des concours et notre culture générale, mais bien loin de la réalité du terrain.

M BRABANT confirme qu'il s'agit là d'un exercice de communication, principalement à destination de l'extérieur.

Ce rapport a en effet été adressé au préfet, à l'Inspection Générale des Finances, aux parlementaires du département, aux mairies et à la presse. M BRABANT souhaite faire connaître nos métiers, en faire un enjeu d'attractivité et rester optimiste en présentant plutôt le verre à moitié plein que le verre à moitié vide.

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES note dans le paragraphe sur l'attractivité du département le recours aux « travailleurs précaires », comme les volontaires service civique, autres stagiaires et étudiants.

Pour SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES, cela ne répond pas au problème plus global de l'attractivité de notre administration : Comment une organisation, offrant peu de perspectives de carrière, une rémunération de départ au SMIC, sans évolution significative de rémunération, et imposant la mobilité, peut-elle recruter efficacement et durablement aujourd'hui ? »

Sur le sujet des perspectives de carrière, M BRABANT juge qu'elles sont toujours offertes.

Il rajoute que les agents contractuels, moins rémunérés que les agents titulaires passent



Section de la Manche

SYNDICAT NATIONAL
Solidaires
Finances
Publiques

généralement les concours.

Il convient que les salaires de départ sont trop souvent au niveau du SMIC.

M BRABANT espère créer de l'appétence pour nos métiers.

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES s'est étonné du taux d'accès à la formation professionnelle de 88 % pour les agents, considérant que les conditions d'accès à la formation ont été largement insuffisantes suite à la crise sanitaire.

M BRABANT reconnaît qu'il y a un vrai sujet sur la formation professionnelle et que la direction y travaille.

Présentation du plan d'action Secteur Public Local

Les organisations syndicales, les chefs de services, les services de direction, l'ensemble des acteurs de la DDFIP s'est inquiété des difficultés dans les Services de Gestion Comptable (SGC), de l'articulation des missions entre SGC et CDL.

La direction a affirmé être bien consciente des difficultés engendrées par le manque d'effectif, le traitement de comptabilités multiples avant la fusion en une comptabilité unique, l'absence de sachants qui ont quitté les services et l'impact du NRP sur les collectifs de travail.

M BRABANT nous a indiqué que les gains attendus grâce au NRP étaient bien en dessous de ceux attendus pour les directions de 3ème catégorie, compte-tenu de la configuration hétérogène du territoire manchois. Cette situation particulière nécessite plus de moyens humains mais néanmoins, le département est traité à l'aune des autres directions de même catégorie.

M BRABANT respectera les conventions écrites liées au NRP et n'envisage pas de

modification du réseau. **Jusqu'à nouvel ordre !**

Le plan présenté présente 4 grands axes et leur déclinaison dont il est impossible ici de présenter l'exhaustivité compte tenu de la densité des mesures présentées :

- Innover (paramétrage Hélios, mise en place de référents, ...)
- Piloter (renforcer la dimension management des chefs de service jusqu'à présent plutôt dans un rôle d'expert, contractualiser l'EDR sur des temps plus longs, rôle directionnel de pilotage et d'animation des CDL et des SGC ...)
- Former, informer et échanger (action d'animation auprès des EPCI, groupe d'échanges entre pairs hors présence de la direction, formation aux outils SPL et à la bureautique...)



- Améliorer le recouvrement (tendre vers l'uniformisation des process, travailler très en amont sur les périodes à fort impact et le cadencement des travaux en liaison avec les collectivités, développer la phase comminatoire amiable...)

Après avoir présenté ce plan, M BRABANT nous a indiqué s'être engagé auprès de la Direction Générale qui va suivre attentivement le sujet.



Section de la Manche

SYNDICAT NATIONAL
Solidaires
Finances
Publiques

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES a souligné que le paramétrage d'Hélios comportait des risques et nécessitait une adaptation permanente de l'outil, pas nécessairement adapté à l'ensemble des postes comptables. Il faut laisser aux chefs de service l'initiative du paramétrage en fonction des agents et des compétences présents à l'instant T. Il doit en être de même pour l'organisation des missions.

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES a également alerté la Direction sur les difficultés du SAM 22 (service d'appui au réseau sur la gestion entre autres des EHPAD et des hébergés), antenne située à Avranches mais dépendant de la Trésorerie Hospitalière de Granville.

Outre les difficultés matérielles rencontrées lors de l'installation du service, la multiplicité des interlocuteurs et des budgets dépendants de nombreux comptables différents rend la mission complexe. Cette organisation soulève la question de la responsabilité des comptables.

Sur ce point particulier, M BRABANT reconnaît qu'il s'agit pour l'instant d'une organisation hybride et qu'il porte l'ambition du bon fonctionnement de ce service sur un temps long.

Concernant l'articulation entre SGC et CDL, M BRABANT estime que le CDL ne doit pas rendre un avis sans l'aval du comptable du SGC.

Campagne Impôt sur le Revenu 2022

Focus sur l'offre multi-canal à l'utilisateur : les agents, dont les emplois vacants ne sont pas pourvus quand ils ne sont pas supprimés, n'ont pas le don d'ubiquité pour gérer le flux, les rendez-vous physiques et téléphoniques, les nouvelles permanences sur sites dont les SIP ont été fermés, le retour de permanences en

mairie, le délestage du numéro unique national, les appels locaux, les e-contacts...

M BRABANT nous a répondu que beaucoup d'incertitudes demeuraient sur le bon déroulement de cette campagne IR, sans visibilité sur la volumétrie de l'accueil physique, dans un contexte sanitaire susceptible de se dégrader.

Néanmoins, il expose qu'il est tenu par les engagements contractuels écrits du NRP, en particulier dans les mairies. Il va s'attacher à ce que l'accueil physique puisse être organisé partout où il sera utile, en privilégiant si possible l'accueil sur rendez-vous avec contre-appel.

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES a rappelé le côté ubuesque du délestage téléphonique des centres de contacts par les SIP sensés être déchargés par ces mêmes centres de contact.



M BRABANT estime que ce délestage doit apporter une baisse de charge sur les appels en local dont les numéros ne figurent plus sur les déclarations de revenus depuis la précédente campagne.

Conscient que la volumétrie des appels locaux est encore importante, et que les agents ne sont pas toujours disponibles pour décrocher, il envisage d'étudier des solutions pour la



Section de la Manche



campagne 2023. Le manque d'effectif est largement responsable du taux décroché.

Les usagers pourront être reçus avec ou sans rendez-vous sur quasiment l'ensemble des sites du département.

Là où il n'existe plus de SIP ou d'antennes (hors trésoreries hospitalières), les agents des Centres des Finances Publiques (SGC) feront de l'accueil généraliste de 1^{er} niveau. Des formations conjointes avec les Espaces France Service leur sont proposées.

Ces formations portant sur les nouveautés de la campagne IR, SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES a réitéré sa demande d'une formation à l'accueil généraliste pour l'ensemble des collègues chargés de cette mission. En effet, les agents peuvent avoir besoin d'une formation initiale ou d'un rappel en la matière, en particulier dans le contexte d'évolution permanente des missions et des structures.

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES a dénoncé la politique d'affichage de la DGFIP, alors que dans la réalité des services, c'est la Bérézina.

La saisie de l'impôt sur le revenu et la mise à jour concomitante de la taxe d'habitation est abandonnée au profit de l'application GESTPART, qui permettra de traiter les déclarations d'impôt même hors département. Nous notons qu'il s'agit d'un nouveau module applicatif sans formation préalable, ce module est « intuitif ».

La mise à jour de la taxe d'habitation se fera toujours dans l'application ILIAD en 2022 par traitement de listes. Cette mise à jour devra être effectuée en ligne directement par les propriétaires en 2023 sur l'application Gérer Mes Biens Immobiliers (GMBI).

Si les nouveautés législatives de cette campagne IR 2022 ne sont pas très importantes, les évolutions applicatives sont conséquentes et la question du devenir des SIP est à l'étude.

Questions diverses

Mise en place d'espaces partagés :

- Valognes : un espace partagé est disponible à l'étage,
- Granville : l'espace doit encore être aménagé, les bureaux vides sont restés en l'état,
- Mortain : l'espace partage est opérationnel avec 4 postes. Il est prévu un coin détente un peu à l'écart pour l'ensemble des agents,
- Avranches : nous n'avons pas eu de réponse.



Point sur les locaux syndicaux :

Il n'y a plus de local syndical à Coutances depuis l'installation du SPFE. Sur Avranches, le local syndical sert de box de réception les jours d'ouverture au public.

Il ne semble pas avoir de solution immédiate pour Coutances.

Concernant Avranches, un petit local est disponible mais requiert l'intervention du BIL

La direction souhaite des espaces partagés équipés du WIFI pour augmenter partout les capacités d'accueil des télétravailleurs, et l'ouverture de ces espaces à des agents des départements limitrophes.



Section de la Manche

SYNDICAT NATIONAL
Solidaires
Finances
Publiques

Espace restauration à Coutances :

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES a souligné l'exiguïté du local de restauration à Coutances qui ne dispose pas de solution de restauration collective. Les agents se déploient donc dans la salle de réunion adjacente. Aucune solution n'a été proposée.

Sur les travaux à Avranches :

Les projets avancent et les budgets augmentent. M BRABANT se rendra sur site comme il s'y était engagé lorsque le projet sera validé.

Présence d'un agent isolé sur la Haye du Puits :

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES estime que cet isolement peut porter atteinte à la sécurité de l'agent.

M BRABANT précise qu'il n'y a pas d'obstacle juridique à laisser un agent seul dans un service mais souhaite néanmoins que l'agent de la Haye du Puits puisse travailler sans les locaux de l'EPCI.

Plan d'action Service de la Publicité Foncière :

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES s'est étonné que le plan d'action SPFE de décembre 2021 n'ait pas été présenté en CTL, comme le plan d'action SPL à l'ordre du jour de ce CTL.

M BRABANT prévoit un deuxième plan d'action pour le SPFE qui lui sera présenté en CTL.

Il observe néanmoins que le délai de publication se dégrade, et est tout à fait conscient de l'effet domino sur les autres services.

PROXIMITÉ



solidairesfinancespubliques.ddfip50@dgfip.finances.gouv.fr